

## **CGT – CFDT – FO – FSU**

### **Reconversion de la caserne de Sourdun : il faut abandonner l'absurde et coûteux transfert autoritaire du SETRA et du LREP au profit de l'internat d'excellence**

L'internat d'excellence de Sourdun (aux confins de la Seine-et-Marne, tout près de l'Aube), projet-phare de l'Académie de Créteil devant accueillir à terme plus de 700 élèves, ouvre ses portes le 30 août 2009 à 120 élèves qui vont s'installer dans les locaux laissés vacants par le 2e régiment de Hussards. C'est un projet d'envergure, porteur d'une nouvelle image de l'accès à l'éducation et à la formation.

Mais dans le cadre des mesures compensatoires à la restructuration de la carte militaire, il y a aussi la décision d'implanter, sans aucune concertation, deux services du MEEDDM (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer) : le SETRA (Service d'Etudes sur les Transports, les Routes et leurs Aménagements) situé à Bagnaux (92) et une partie du LREP (Laboratoire Régional de l'Est Parisien) situé à Melun (77), rattaché à la Direction Régionale de l'Equipeement d'Ile-de-France (DREIF).

La lutte engagée par le personnel du SETRA depuis l'annonce en octobre 2008 de la délocalisation à Sourdun a été relayée par la presse et soutenue par les élus locaux à la Mairie, à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Lutte contre un transfert autoritaire et arbitraire décidé par l'Elysée et Matignon, alors que le SETRA devait constituer à Marne-la-Vallée avec l'ENPC, le LCPC, l'INRETS et le CSTB un pôle scientifique et technique d'envergure internationale axé sur « ville et mobilité durables ». Lutte surtout pour s'opposer à la liquidation de fait du SETRA : d'une part la très grande majorité du personnel (dont beaucoup ont une expertise longue à acquérir) ne déménagera pas à Sourdun, loin de tout ; d'autre part le SETRA se trouverait coupé – loin des transports en commun - de ses multiples partenaires nationaux et internationaux.

Le 5 mars 2009, la demande de délocalisation d'une cinquantaine d'agents du LREP vient s'ajouter à celle du SETRA. Dès le 31 mars plus de la moitié du personnel des laboratoires manifeste au siège de la DREIF à Paris pour dénoncer l'incohérence de ce projet. Cette implantation en marge de la région Ile de France est incompatible pour mener à bien les contrôles effectués sur l'ensemble de la région. Comme pour le SETRA, les locaux sont inadaptables pour implanter un laboratoire équivalent à celui de Melun qui devrait fermer. Persister dans cette voie ne conduirait qu'à programmer la disparition des laboratoires du Ministère de l'Ecologie en Ile de France.

L'absurdité de l'implantation à Sourdun dès 2011 de services techniques du Ministère de l'Ecologie est à rapprocher du projet ambitieux d'internat d'excellence, qui a vocation à se développer au-delà des bâtiments et installations qui lui ont été actuellement attribués. La mise aux normes des vieux bâtiments libérés par l'armée et leur restructuration auront un coût très élevé. Les bureaux ne seront pas satisfaisants, et non conformes au Grenelle de l'Environnement. A rapprocher de la réduction d'un étage du bâtiment de haute qualité environnementale qui sera construit à Marne-la-Vallée pour le pôle scientifique et technique. De plus, il faudrait construire ultérieurement de nouveaux bâtiments pour l'Education Nationale.

La situation critique du budget de l'Etat devrait donc stopper la gabegie financière, qui s'ajoute à un bilan carbone désastreux pour le transfert des services du ministère de l'Ecologie à Sourdun.

Le bon sens voudrait que l'ensemble du site de Sourdun soit attribué à l'Education Nationale, sans besoin de construire à terme de nouveaux bâtiments, et que le SETRA, au moins, rejoigne en 2012 les services constituant le pôle scientifique et technique de Marne-la-Vallée, dans le bâtiment tel que conçu initialement.

Bagnaux et Melun, le 28 août 2009,  
les syndicats CGT, CFDT, FO, FSU des services concernés du MEEDDM